

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois : 10 f.
Six mois : 21
Un an : 40

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez F. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Boullier et Cie, place de la Bourse, 8. BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : J. MEROUX

Le Nord de la France :
Trois mois : 13 fr.
Six mois : 25
Un an : 45

ANNONCES : 15 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait.

ROUBAIX 10 DÉCEMBRE 1871
BULLETIN QUOTIDIEN

La seconde entrevue des princes d'Orléans et de M. Thiers a duré une heure. Jusqu'ici le secret a été gardé sur cet entretien, mais l'impression générale, confirmée par le Journal des Débats, permet de dire que la discussion est encore pendante et que les princes maintiennent jusqu'ici leur droit de siéger à l'Assemblée. Une nouvelle entrevue aura lieu avant qu'aucune résolution décisive soit prise.

L'Assemblée est toujours partagée sur diverses questions soulevées par le Message. Le Journal officiel constate indirectement ces dissidences, en annonçant que la commission du budget a procédé au remplacement comme rapporteur de M. Casimir Périer, nommé ministre de l'intérieur, et qu'elle a nommé M. Léonce de Lavergne rapporteur de la partie relative à l'impôt sur les revenus, et M. de Lasteyrie rapporteur de la partie du projet relative aux douanes. On sait que M. Léonce de Lavergne est l'un des partisans les plus énergiques de l'impôt sur les revenus contre lequel se prononce le Message. La commission du budget persiste dans ses idées libérales en matières d'impôts et de commerce.

On assure, d'autre part, que la gauche modérée a fait une démarche auprès de M. Thiers pour l'engager à formuler un programme politique et pour savoir ainsi dans quelle limite, les républicains modérés peuvent donner leur appui au gouvernement.

Le projet autorisant la banque de France à étendre sa circulation et à émettre des petites coupures, sera probablement déposé aujourd'hui, sur le bureau de l'Assemblée, en même temps que le budget de 1872 et la demande d'un vote de trois douzièmes de ce budget avant qu'on en ait discuté et adopté l'ensemble.

Les dépêches transmises de Londres à Paris aussi bien que celles reçues à Bruxelles, témoignent du peu d'espoir que l'on a de conserver les jours du prince de Galles. « L'état du prince inspire les plus grandes inquiétudes; sa vie est en grand danger », disent les renseignements transmis à Bruxelles ajoutent : « L'état du prince de Galles ne laisse plus d'espoir. La mort est attendue prochainement. Une congestion s'est déclarée aux poumons. L'émotion est grande à Londres. Un dernier avis reçu à Paris, sous la date du 9, dit enfin que tous les membres de la famille royale ont été appelés auprès du prince. Le ministre de l'intérieur est aussi arrivé à Sandringham. Les journaux anglais préparent leurs lecteurs à la catastrophe prévue. » On croit qu'en cas de mort, le Parlement serait convoqué immédiatement pour voter, dans une courte session, un bill de régence.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 9 décembre.

Dans la séance de l'Assemblée, M. Ordinaire a attaqué violemment la Commission des grâces.

La Chambre a voté presque unanimement la peine de censur contre M. Ordinaire.

M. le ministre de la justice a présenté un projet de loi poursuivant les journaux qui offensent la Commission des grâces.

L'urgence a été adoptée à une grande majorité.

Le ministre des finances a déposé un projet de loi augmentant la circulation de la Banque de 2 milliards 400 millions à trois milliards; seulement, quand la circulation aura atteint 2 milliards 800 millions, les 200 millions restant ne seront émis en tout ou en partie qu'après le décret autorisant cette émission.

Le projet demande d'autoriser la Banque d'émettre des coupures de 10 et de 5 fr.

Le ministre dépose le budget des recettes et dépenses de l'année 1872.

Sur les rapports des pétitions, la Chambre vote la question préalable sur les pétitions demandant l'amnistie de tous crimes et délits politiques depuis le 4 septembre.

MESSAGE

DU

Président de la République.

(Suite et fin.)

Quant à la marine, qui s'est couverte de gloire par les services rendus sur nos frontières de terre et deux fois autour de Paris (Approbation à droite), contre les Prussiens et contre l'anarchie, aucune réduction ne vous sera proposée qui puisse nuire à l'entretien de son héroïque personnel, ni à ses armements indispensables. Les constructions qui auront le double avantage de maintenir l'effectif de notre flotte et de conserver dans nos arsenaux nos ouvriers les plus habiles seront continuées. Toutefois ces vastes travaux qui nous ont coûté depuis quelques années plusieurs centaines de millions, pour des essais très-renouvelés, mais qui ont fait plus d'honneur à notre génie naval que de profit à la force définitive de notre flotte, ils seront ajournés. Le temps est venu de profiter à notre tour des essais des autres nations après les avoir tant enrichies des nôtres.

En faisant porter les réductions spécialement sur les constructions d'essai et sur les armements, nous gagnerons sur ce chapitre de dépenses environ 29 millions.

En ajoutant à ces réductions de travaux publics et de la marine quelques économies sur les divers services administratifs, on obtiendra cent et quelques millions d'une réduction en grande partie permanente.

Après ce travail de réduction, restait à construire le budget vraiment normal que nous vous avions promis. Nous avons eu bien garde, dans ce travail, de ne pas revenir à l'artifice des budgets extraordinaires, au moyen desquels on dissimulait de 120 à 150 millions de dépenses annuelles que l'on qualifiait d'extraordinaires, bien que par leur nature elles fussent reparaitre chaque année.

Cependant nous étions bien autorisés, sans recourir à aucun artifice, à considérer comme extraordinaires et ne devant pas se renouveler les réparations à faire aux murs de Paris, les travaux de fortifications qui devront nous rendre une frontière à défaut de celle qui

nous a été ôtée, le renouvellement de notre matériel de guerre, ou perdu, ou hors de service, ou arriéré, l'indemnité promise aux départements envahis, l'entretien de l'armée allemande d'occupation, la solde de quelques officiers laissés hors des cadres, mais destinés à y rentrer bientôt.

Ainsi donc, sans renouveler à aucun degré l'artifice des budgets extraordinaires, nous avons ouvert un compte de liquidation ayant pour objet de répartir les désastres de la guerre, et dont le passif sera d'environ 400 millions, sans nous livrer à aucune illusion. Nous avons en ressource de divers genres et très réelles un actif de 160 à 170 millions à opposer à ce passif, et il ne présentera dès lors qu'un solde de 230 millions à payer en fin de compte.

En adoptant ces bases, le budget total, tous les budgets anciennement divisés à dessein étant confondus en un seul, tels que budget ordinaire, budget extraordinaire, dette publique, amortissement, ministères, frais de perception, service départemental, nous arrivons à la somme énorme, nous en convenons, de 2 milliards 429 millions et 2 milliards 749 millions, en y ajoutant les dépenses départementales. C'est donc une dépense annuelle de 600 millions que la guerre contre la Prusse aura ajoutée à notre budget.

Ainsi de 1852 à 1870, la prodigalité l'aura porté de 1 milliard 500 millions à 2 milliards 100 ou 200 millions, et en 1870, en une seule année, une folle guerre l'aura porté à 2 milliards 749 millions; ce qui fera, en dix-huit ans, une augmentation totale et annuelle de 1 milliard 250 millions, c'est-à-dire presque le doublement des charges publiques; à quoi il faut ajouter la perte, de deux provinces, et la perte même de la grandeur française, si la grandeur de la France pouvait périr.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'avec un budget qui était monté, comme je viens de le dire, de 1 milliard 500 millions en 1852, à 2 milliards 100 ou 200 millions en 1870, il n'y avait pas d'amortissement, ou presque pas, et que l'armée était dotée de manière à ne pouvoir se présenter à l'ennemi que dans la proportion d'un combattant contre deux; sans compter que la dette flottante n'avait pas cessé de varier entre huit et onze cents millions.

Voici quelle sera désormais notre situation financière :

Moyennant la somme totale que vous venez d'annoncer, tous les services seront assurés d'une manière permanente, sans besoin de recourir à la dissimulation des budgets extraordinaires; les travaux publics auront le nécessaire; et l'armée, si insuffisamment dotée, recevra annuellement de 75 à 80 millions de plus, dotation dont elle n'avait jamais joui.

Elle aura, en vieux cadres, 150 régiments d'infanterie au lieu de 130, un effectif de paix de 2,000 hommes par régiment, au lieu d'un effectif de 1,100 à 1,200, une proportion d'artillerie d'au moins 4 bouches à feu par 1,000 hommes, au lieu de 2 environ; ce qui nous procurera une armée véritable, réunissant à la fois le nombre et la solidité, et une promptitude d'entrer en campagne égale à celle des armées de l'Europe les mieux organisées.

Quant au rachat de la dette, nous aurons un amortissement sérieux de 200 millions, bien suffisants pour contrebalancer une dette montée à la somme de 1 milliard 100 millions. Enfin, et cette dernière considération n'est pas moins importante, la dette flottante variant sous le dernier empire de 800 millions à 1 milliard 100 millions, sera réduite à 625 millions, qu'elle compte aujourd'hui.

Ainsi un budget en équilibre, avec une armée bien dotée, un amortissement de 200

millions et une dette flottante au-dessous de toutes proportions ordinaires, telle sera notre situation définitive.

Il est vrai qu'il aura fallu pour arriver à ce résultat 600 millions d'impôts nouveaux; 350 sont déjà créés et sont en plein rapport, sans que la charge, soit en étant sentie, paraisse comprimer l'essor des forces du pays. Il reste à en créer 250 millions. Ils vous ont déjà été proposés, et portent en partie sur les matières premières. Vous les avez examinés; vous les examinerez encore; et, en tous cas, il en sera mis d'autres sous vos yeux pour que vous puissiez choisir.

Il reste à vous donner l'explication d'un embarras momentané qui s'est produit à l'occasion des grands efforts que nous avons eu à faire pour payer les deux premiers milliards de l'indemnité de guerre.

Lorsque, à la fin de votre session dernière, vous discutiez le projet de traité relatif à l'Alsace-Lorraine, on nous avait dit que peut-être il aurait mieux valu solder tout de suite l'indemnité de guerre tout entière, et libérer à ce prix la totalité de notre territoire. A cela nous avions répondu que seulement pour payer deux milliards sur cinq, il fallait une extrême prudence d'exécution, si nous ne voulions pas nous exposer à une crise monétaire des plus graves. L'incident financier de ces derniers jours a plus que justifié cette prudente réserve, qui, au premier aspect, pouvait paraître trop timide.

Comme nous l'avions dit, si l'on n'avait fallu que se procurer des fonds par la voie des emprunts, rien n'était, sinon plus facile, du moins plus praticable. L'ardeur de la spéculation, la confiance dans le débiteur qui s'appelle la France, auraient suffi pour nous procurer beaucoup plus de deux milliards. Nous devons ajouter que sur la somme de deux milliards 200 millions empruntés cet été, il nous a été versé en cinq mois plus de 1 milliard 600 millions, valeur comptant, ce qui n'a pas d'exemple, et ce qui prouve que les prêteurs qui s'étaient offerts étaient des prêteurs fort sérieux.

Mais la difficulté ne consistait pas à trouver à emprunter, et à réaliser immédiatement le produit des emprunts, elle consistait à payer 2 milliards hors de France.

On ne peut payer hors du pays une somme grande ou petite que de deux manières: ou en métal, or et argent, ou en marchandises, lesquelles sont représentées avant ou après leur livraison, par des traites sur l'étranger qu'on appelle papier sur Londres, sur Francfort, sur Hambourg. Il nous a donc fallu acheter tout le papier disponible. Notre commerce avec l'Angleterre étant plus considérable que celui que nous faisons avec l'Allemagne, nous avons dû acheter à Londres beaucoup de papier sur l'Allemagne, et il était inévitable que le change n'augmentât, c'est-à-dire que la livre sterling, qui représente 25 fr., et 25 fr. 25 c., en y ajoutant les frais du déplacement de cette valeur, ne montât à 25 fr. 50 c., 25 fr. 75 c., même à 26 fr. et un moment davantage.

Or, tout le monde sait que lorsque la hausse du change dépasse une certaine limite, le numéraire sort à l'instant même. Lorsque, en effet, une livre sterling, qui vaut 25 fr., monte à 26 fr., il y a un bénéfice très suffisant à porter à Londres 25 fr. de métal, parce qu'il n'en coûte pas 1 fr. pour le transport.

Ce phénomène est si usuel qu'il est inutile de l'expliquer, et si nous le faisons c'est pour que la masse du public comprenne ce qui s'est passé, et n'en conçoive pas plus d'inquiétudes qu'il ne faut.

Nous avons acheté du papier sur l'étranger non-seulement pour le premier milliard, mais aussi pour le second, à des échéances successives jusqu'au mois de mai prochain. En achetant du papier, nous avons nécessaire-

ment fait monter le change; la hausse du change a fait sortir le métal et heurtement nous étions préoccupés de l'avance de la difficulté, comme vous l'a prouvé notre langage de l'année dernière, ce qui nous a rendus très circonspects dans ces achats. La sortie du métal, bientôt accélérée et accrue par la spéculation, qui exagère tous les mouvements, a produit la rareté du numéraire, et par suite, une difficulté dans les paiements, qui, à un moment très vivement senti.

Cette difficulté s'est d'abord produite dans les petits paiements, surtout dans ceux qui étaient moindres de 20 francs, parce que pour ceux-là, la Banque de France n'avait pas de billets à offrir au public, ses coupures n'étant pas encore descendues au-dessous. Pour les paiements au-dessus, c'est-à-dire pour ceux qui s'effectuent avec des billets de 50, de 100, de 500, de 1,000 fr., la difficulté de s'acquitter ne s'est pas fait sentir au public, qui avait à sa disposition des billets de cette valeur, mais à la Banque, qui a falli plusieurs fois être arrêtée dans ses émissions par la limite de 2 milliards 400 millions que vous lui avez imposée.

Quelques mesures passagères, mais bien calculées, comme les petites coupures qu'ont émises des établissements solidement garantis, et surtout les versements du Trésor, qui a pu augmenter l'actif de son compte courant avec la Banque, nous ont permis de franchir l'espace qui nous séparait du 4 décembre, moment où vous pouvez, la loi à la main, faire disparaître toutes les difficultés.

Les principes difficiles à lever sont au nombre de deux : la première consistant dans la limite de 2 milliards 400 millions imposée aux émissions des billets de la Banque, limite trop étroite dans les circonstances présentes; et la seconde consistant dans le défaut de coupures au-dessous de 20 fr.

Une fois ces deux mesures adoptées, aucune difficulté sérieuse n'est à prévoir dans la circulation monétaire, et tout nous fait espérer une marche facile des affaires, et un nouvel et heureux mouvement du crédit public.

Permettez-nous de résumer en quelques mois cette situation financière, pour la rendre plus saisissante et ôter à la malveillance tout moyen de l'obscurcir.

Nous vous avons fait connaître notre budget, qui, tantôt par la prodigalité, tantôt par la guerre, est monté en 18 ans, de 1 milliard 500 millions à 2 milliards 750 millions. Quel doute peut-il subsister maintenant à l'égard de ce budget? Est-ce sur la dépense? est-ce sur la recette?

Sur la masse de la dépense, aucune incertitude n'est possible; car tous les services y sont portés au budget ordinaire et extraordinaire, service départemental, amortissement, et enfin intérêt des cinq milliards de l'indemnité de guerre.

Quant au détail de la dépense, nous avons pris pour base les dix-huit dernières années qui sont les plus dispendieuses de notre histoire. Il n'en a été retranché que le résultat de quelques réformes administratives, les travaux publics non urgents, et quant au travail de la marine, il n'a été ajourné que les constructions d'essai, qu'on peut remettre à d'autres temps ou laisser aux nations voisines qui n'ont pas fait autant que nous pour l'art des constructions navales.

Le service de la guerre, qui ordinairement dépasse les limites posées, a été pourvu d'un accroissement de 75 à 80 millions, somme qui ne rend plus possible un seul imprévu. Enfin, l'amortissement, si négligé, a reçu une dotation de 200 millions, qui est de force à se mesurer avec l'énormité de la dette.

Donc, rien à dire sur la dépense. Quant

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 11 DÉCEMBRE 1871

— 25 —

Jacques de Brancion

TOME SECOND

CHAPITRE VI.

LES PREMIÈRES HIRONDELLES.

(Suite)

« Je l'appelai à voix basse, elle ne me répondit pas.

« Je tirai les rideaux de cuir qui fermaient la calèche, et aux premières clartés du crépuscule matinal je vis un spectacle qui me pétrifia de terreur.
« Madame Lerry avait la tête penchée sur la poitrine et elle paraissait privée de la vie.

« Hélène, toujours couchée en travers sur ses genoux, était inondée du sang.
« Je la crus morte aussi et je poussai un cri aigu. A ce cri, qui retentit jusqu'à son petit cœur, elle s'éveilla, se mit

sur son séant, et dans l'ignorance des scènes de meurtre qui nous environnaient, elle me jeta deux baisers entre deux sourires.

« Tu n'as donc pas de ma? m'écriai-je en la prenant dans mes bras. Ma sœur, ma sœur, dis-moi que tu n'as pas de mal!

« Quel mal puis-je avoir? répondit-elle, j'ai fait un si bon somme.

« Je reconnus alors que le sang dont elle était couverte provenait de la pauvre madame Lerry, frappée mortellement d'une balle à la tête pendant que nous dormions, Hélène et moi.

« Mais je n'eus pas le temps de réfléchir beaucoup sur ces malheureuses circonstances, car, en ce moment, deux coups de fusil se firent entendre près de nous, et notre voiture, après une secousse plus violente que toutes les autres, s'arrêta brusquement.

« Presque aussitôt j'entendis une grosse voix prononcer les paroles suivantes :

« Hein! Brutus, est-ce bien firé ça? Chacun le notre, ma foi! Voyons maintenant ce qu'il y a dans cette boîte.

« Je glissai un coup d'œil furtif hors de la calèche, et j'aperçus à quelques pas deux soldats revêtus d'un uniforme qui m'était tout à fait inconnu.

« Je ne fus pas longtemps dans l'incertitude sur ce qui allait se passer, car les deux soldats, qui venaient de nous sauver du danger d'être entraînés peut-être dans un précipice, en tuant nos che-

vaux emportés, se présentèrent immédiatement à la portière de notre voiture.

« A l'aspect de la pauvre Mme Lerry morte, et de ma petite sœur couverte de sang, les rudes visages de ces deux hommes exprimèrent à l'instant même un sentiment non équivoque de compassion.

« Oh! quel malheur! dit l'un d'eux; une femme tuée et des enfants orphelins!

« Est-ce votre maman, mon petit ami? me demanda l'autre.

« Je répondis que c'était une personne aux soins de laquelle mon père nous avait confiés.

« A la bonne heure, reprit-ils ensemble, c'est un peu moins malheureux comme ça. Mais qu'allez-vous devenir, mes pauvres enfants?

« Nous irons rejoindre mon père, répondis-je avec l'énergie du désespoir.

« Votre père, mon petit ami? reprit le premier soldat qui avait parlé : êtes-vous bien sûr qu'il soit encore de ce monde? c'est qu'on en a joliment tué depuis hier soir de ces pauvres émigrés!

« L'idée que j'avais pu perdre mon père pendant le combat qui s'était en quelque sorte livré sous mes yeux, ne s'était pas encore présentée à mon esprit; mais les paroles du soldat me montrèrent la possibilité de ce nouveau malheur, et je me précipitai hors de la fatale voiture, tenant ma sœur dans mes bras et poussant des cris perçants.

« Le soldat chercha à me consoler en me disant que mon père avait pu

s'en tirer cette fois encore; que d'ailleurs c'était le sort des soldats de mourir tôt ou tard sur les champs de bataille; puis ils nous proposèrent de nous conduire à leur capitaine, très brave homme disaient-ils, marié à une des vivandières du régiment.

« Mais à toutes ces paroles et à toutes ces propositions, je ne répondais que par des cris plus déchirants encore, car je n'y voyais qu'une preuve de plus de l'horreur de notre situation.

« Hélène ne comprenait rien à la cause de mon désespoir, mais en m'entendant crier, elle s'était mise à crier aussi.

« Les soldats nous offrirent encore de nous conduire à leur capitaine, et sur un nouveau refus de moi ils s'éloignèrent en me souhaitant de réussir à retrouver mon père.

« Nous nous retrouvâmes donc seuls, ma sœur et moi, seuls sur un champ de bataille, entre les cadavres de nos chevaux et le corps de notre pauvre protectrice.

« J'eus le courage de remonter dans la voiture pour savoir si elle était bien réellement morte, car pour rien au monde je n'aurais voulu la quitter tant qu'un signe de vie se serait manifesté en elle. Mais le doute à cet égard ne me fut pas longtemps permis. La malheureuse madame Lerry avait reçu une balle au milieu du front, et le froid de ses mains déjà raidies m'indiqua qu'elle n'existait plus.

« Je revins auprès d'Hélène, que j'a-

vais cachée dans un champ de blé dont les épis dépassaient de beaucoup sa tête, et me blottissant à côté d'elle entre deux sillons, je me mis à réfléchir à ce que je devais faire.

« Après avoir formé vingt projets absurdes, il me sembla qu'il n'y en avait qu'un seul raisonnable, qui consistait à prendre ma sœur par la main, tant qu'elle pourrait marcher, à la charger sur mes épaules quand ses forces seraient épuisées, et à cheminer ainsi jusqu'à ce que le hasard nous eût fait rencontrer quelqu'un qui pût nous donner des nouvelles de l'armée de Condé en général, et des chasseurs de Bussi en particulier; c'était le régiment dans lequel servait mon père.

« Je demandai à Hélène si elle voulait me suivre, elle se leva; si elle n'aurait pas peur, elle m'assura qu'avec moi rien ne l'effrayait; je l'embrassai tendrement et nous nous mimes en route à l'instant même.

« Après un quart d'heure de marche, nous arrivâmes dans le petit bois où nous étions cachés la veille au soir, et nous eûmes le chagrin d'y trouver le corps de notre pauvre cocher, gisant à la place même que notre voiture avait occupée. J'ai toujours pensé qu'il avait été atteint en même temps que Mme Lerry, et que ses chevaux, ne se sentant plus contents, et effrayés d'ailleurs par le vacarme de la bataille, s'étaient emportés jusqu'au moment où deux balles françaises les avaient arrêtés dans leur